

che de celle-ci. Il n'y a sans doute pas de solution magique au problème, mais il paraît clair que la LCR ne peut se permettre de continuer à regarder en spectatrice ce qui se passe au sein et autour du PCF, et qu'une telle erreur peut lui coûter assez cher.

- Enfin, il y a la question qui, pour user de ce terme un peu jargonnant, « surdétermine » le reste, celle qui consiste à savoir ce qui se passe aujourd'hui au niveau mondial. Dans un pays comme la France, à côté de l'affrontement de classe, la question des formes de domination à l'échelle planétaire, bref la question des guerres, de l'exploitation des nations de la périphérie, et, aujourd'hui, très concrètement, des formes de l'hégémonie, particulièrement brutale et sanguinaire des États-Unis ont toujours été et demeurent des questions décisives pour les forces de la gauche radicale, un des axes majeurs qui l'ont dès l'origine différenciée de la social-démocratie. L'une des raisons (même si ce n'est pas la seule) de la faiblesse politique du mouvement anti-guerre en France, et en tout cas de l'investissement relativement secondaire de l'extrême gauche sur ce terrain, est sans doute à chercher dans la prégnance du cours antipolitique désigné auparavant. Or les questions dites « internationales », celle de l'occupation de l'Irak, de la Palestine ou des menées des États-Unis en Amérique latine pour n'en mentionner que quelques unes, ne sont pourtant pas des questions « extérieures » à la lutte politique immédiate, bien au contraire. À titre indicatif, le consensus sur la nécessité de la soi-disant « lutte contre le terrorisme », seuls les moyens pouvant faire l'objet d'un débat (entre « Américains » et « Européens » par exemple), est l'un des points forts de l'ordre mondial impérialiste actuel, et cela à l'intérieur même de chaque société, sous des formes bien sûr différenciées. Aujourd'hui même, et nous le voyons dans les mobilisations contre la guerre, dans les forums et dans d'autres mouvements, c'est bien la formation d'une nouvelle pratique de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme qui est en jeu.

La conjonction de cet internationalisme et du point de vue politique de classe, de la résistance populaire en Irak et en Palestine, au Venezuela ou en Colombie, avec les luttes sociales en Europe, dans nos quartiers et lieux de travail, voilà, peut-être, un chemin à explorer pour une gauche qui entend prendre au sérieux sa tâche de renverser l'ordre existant, pour en construire un autre.

1 Cf. Eustache Kouvélakis, « Quelques hypothèses sur une défaite (pas seulement) électorale », in *Carré rouge*, n° 29, mars 2004.

Stéphane Rozès

Maître de conférences à Sciences Po Paris

Penser la radicalité de la période

Le nouveau cours du capitalisme et la chute du mur de Berlin posent des problèmes

objectifs identiques à la « roche communiste », à ceux qui pensent la question de la transformation sociale, comme à ceux qui estiment que, dans le cours actuel des choses, c'est la « question démocratique » qui est à terme en jeu¹. Or au sein de « la gauche radicale », sur laquelle *ContreTemps* ouvre le débat, pour des raisons générationnelles, théoriques et d'opportunité, les anciennes grilles de lecture politiques (comme la géographie sur les « deux gauches ») demeurent et contournent la nouveauté « radicale » de la période.

Cette esquivance aura ainsi entraîné pour une organisation comme la LCR des contradictions entre, d'une part, des alliances et des batailles électorales avec LO, dans le renvoi dos à dos de la droite et de la gauche politiques, et, d'autre part, les activités de ses militants dans les mouvements sociaux. Entre, d'un côté, l'instrumentalisation électorale de la LCR et de LO de la part des électeurs, « bon an, mal an », et, d'un autre côté, le différenciement propre à la construction politique d'une nouvelle organisation ou à une recomposition. Enfin entre le profil politico-culturel des nouveaux jeunes militants qui rejoignent la LCR et le logiciel trotskiste de sa direction politique. Les prises de position d'Olivier Besancenot indiquant qu'il est « révolutionnaire pour qu'il y ait de vraies réformes » sont de ce point de vue révélatrices.

Il y a sans doute là une dialectique semi-consciente de la part de « la gauche radicale » engagée dans la bataille électorale, pour à la fois peser et gagner du temps. Mais la tentation est grande dans une tradition avant-gardiste de rabattre l'analyse de la période sur les scores électoraux de l'extrême gauche au risque d'un tête-à-queue interprétatif. L'après-élections régionales ouvre bien une nouvelle séquence politique, mais dans le pays, les rapports de forces idéologiques demeurent et les contradictions institutionnelles s'approfondissent.

Pour rendre compte d'illusions électorales, d'esquives politiques et arriver aux enjeux stratégiques, on peut partir de l'analyse des scores électoraux de l'extrême gauche et remonter à l'analyse historique. Cette dernière doit éclairer – et non lisser – la « radicalité » : la « racine » de la période actuelle. Cela

conduit alors à poser différemment la question sociale et démocratique non seulement pour la gauche, mais aussi le pays et les peuples européens.

L'instrumentalisation électorale de l'extrême gauche

La non-progression électorale des listes LO-LCR par rapport aux régionales de 1998 et la déception vis-à-vis du 21 avril 2002 ont des raisons institutionnelles, socio-culturelles et politiques.

C'est d'abord la concurrence électorale par l'effet mécanique du retour du PC dans l'offre politique sur la base de ses fondamentaux identitaires, amodiés d'un début d'articulation avec des représentants des mouvements sociaux. On lit cette pondération identité communiste traditionnelle/ouverture aux dynamiques sociales selon les régions dans une progression électorale, alors que les cantonales marquent l'essoufflement de la tradition communiste constatée lors des dernières municipales.

Sociologiquement et culturellement distincts, les électorsats Laguiller (plus ouvriers, âgés et centrés sur la question sociale) et Besancenot (plus jeunes, professions intermédiaires et cadres, plus ouverts aux questions sociétales) ne pouvaient facilement se fondre dans les listes uniques LO-LCR. *A priori*, c'est l'électorat Laguiller de 2002 (par ailleurs plus déterminé dans ses votes) qui a le mieux adhéré aux orientations politiques des listes. C'est sans doute le contenu politique des listes LO-LCR qui a posé problème, non en soi, mais après deux années de gouvernement Raffarin. Le renvoi dos à dos de la gauche et de la droite politiques a été incompris par ceux qui ne se sont pas retrouvés dans les listes LO-LCR et, par ailleurs, leurs électeurs du premier tour se sont reportés massivement au second tour sur les listes de la « gauche plurielle ». Cette question du renvoi dos à dos de la gauche et de la droite politiques fonde les aléas électoraux de l'extrême gauche : de l'émergence électorale solitaire de LO en 1995, en passant par la surprise Besancenot de 2002, au dépit actuel des régionales de 2004.

Mais ces séquences ne peuvent renseigner sur l'état de la société. Le vote pour l'extrême-gauche n'est pas en soi le curseur d'un état d'une conscience de classe, ou de maturation de la situation politique. La hausse historique de la participation électorale et le score du PC aux régionales de 2004 posent d'ailleurs problème à une interprétation de la période en terme de repli.

D'abord aujourd'hui, l'électeur instrumentalise le vote pour faire passer un message essentiel en fonction des enjeux de la période, tels qu'encadrés par l'offre politico-médiatique. Il faut bien distinguer ici motivations individuelles et cristallisation d'un sens post-électoral. Ce dernier construit une nouvelle donne et une exigence politique sous laquelle ploient momentanément gouvernants et gouvernés. Les cohérences des décennies antérieures entre attitudes

idéologiques, conduites politiques et votes – par exemple, entre radicalité et sens du vote – se rompent dans la mesure où les politiques insérées dans les institutions pèsent moins et s'indifférencient. Ce facteur est selon moi plus décisif que le mouvement d'individualisation plus ancien (trois décennies, et il est sans doute d'ailleurs en train de changer de paradigme), qui n'entraîne d'ailleurs pas une transmutation de la scène électorale en « marché » (le citoyen devenant « consommateur » de politique). La détermination du vote selon l'idée que chacun se fait de l'« intérêt général » à partir de ses intérêts et valeurs demeure. Seuls les vecteurs dépendant de l'offre politique changent. L'électorat d'extrême gauche n'échappe pas à la règle lorsqu'il indique qu'il se sent plus proche des termes « réformes » que « révolte » ou « révolution ». Tout se passe comme si on instrumentalisait l'extrême gauche (une majorité de l'électorat Besancenot s'était déterminée dans les derniers jours) pour que la gauche institutionnelle soit de gauche dans les institutions... qu'elle accomplisse sa promesse dans l'opposition, et non pas tant qu'elle cède la place à une autre gauche. Certes, pour les directions d'extrême gauche, du PS et du PC, il y a bien deux gauches politiques : révolutionnaire/réformiste. D'ailleurs dans cette géographie, le PC se considère dans celle de l'extrême gauche comme des militants ou dirigeants Verts, PS, ou chevènementistes, se retrouveraient chez les sociaux contre les libéraux etc., mais les électorsats ne sont plus sur ces logiques. Leurs attitudes se déclinent plutôt dans un continuum au sein de la gauche ou de spécificités (sociale, libérale culturelle, anti-capitaliste, écologiste, républicaine...), et surtout les votes ou décisions d'aller voter varient selon les enjeux et les périodes. Les directions politiques, des journalistes, des politologues socialisés politiquement dans les années 1960-1970-1980, apprécient-ils mieux le sens donné par les électeurs eux-mêmes à leur vote de 2004 ? Écartons-nous des appréciations subjectives pour revenir à une analyse historique.

Nous pouvons distinguer situations objectives économiques, perceptions idéologiques, séquences politico-institutionnelles et votes et analyser les périodes comme heurts de cycles autonomes, superposés et non synchronisés : économiques (longs, moyens et courts), idéologiques (longs et moyens) et politiques (de plus en plus courts)². De ce point de vue, la période actuelle est insérée dans un cycle économique long de désinflation compétitive et toujours marquée par un « cycle idéologique anti-libéral » révélé par les études d'opinion en 1994³, qui homogénéise classes moyennes et populaires. Le gouvernement Jospin a unifié politiquement ces deux classes par un volontarisme social (35 h, emplois-jeunes, etc.) jusqu'à l'inversion du calendrier électorale et jusqu'à ce que la politique gouvernementale épouse le cours libéral (réformes sociétales et baisses fiscales pour les classes moyennes). La non-campagne

présidentielle (par ailleurs revendiquée comme non-socialiste) de Lionel Jospin et son verdict furent l'expression, d'une part, du divorce entre demande sociale et politique gouvernementale dans les deux dernières années et, d'autre part, du caractère non assumé par les dirigeants socialistes entre le logiciel républicain-social d'homogénéisation du salariat, au départ de la Majorité plurielle, et le virage social-libéral des deux dernières années. Après deux années de gouvernement Raffarin dans un cycle idéologique anti-libéral, classes populaires et moyennes viennent, sous la bannière de la « gauche plurielle », de se recristalliser politiquement lors des régionales.

On peut, en distinguant cycle idéologique anti-libéral et cycle politico-électoral, rendre raison du vote d'extrême gauche. En 1995 et en 2002, LO puis la LCR se font instrumentaliser en dépit ou grâce à leur renvoi dos à dos de la droite et de la gauche politiques, lorsque la gauche sort de périodes qui signent la fin de cycles politiques : mitterrandiste (1995) et à la fin du gouvernement Jospin (2002) ; le tout au sein du cycle idéologique anti-libéral qui émerge en 1994-1995 et perdure. Le fondement de ce cycle anti-libéral provient de ce que les individus estiment que les processus économiques du capitalisme deviennent, sous logique financière, contingents. Le salarié ne voit plus les cohérences entre, d'une part, ses arbitrages et investissements professionnels et, d'autre part, sa pérennité et mobilité sociales. À l'heure des délocalisations-licenciements dans les entreprises qui génèrent du profit et de la précarisation du travail, nul ne se sent à l'abri de l'exclusion. Au conflit capital/travail qui fonde le clivage Gauche/Droite se superpose la différenciation entre ceux qui semblent maîtriser leur devenir social et ceux qui redoutent la contingence économique. À ces perceptions correspond un nouveau clivage dans les représentations de la société.

Aux régionales de 2004, il n'y a plus – ou moins – de raisons d'instrumentaliser l'extrême gauche quand c'est la droite qui est au pouvoir. On maximise un vote-sanction en allant sur les partis d'alternance comme le PS, le PC ou les Verts. La défiance sociale à l'égard de la droite l'emporte (comme en 1997) sur l'adhésion à l'égard de la gauche, dont l'électorat indique au moment du vote qu'elle ne dispose pas de projet alternatif et crédible. Mais le vote-sanction passe par ceux qui prétendent reprendre les rôles de l'État. Deux années de gouvernement Raffarin auront mieux fait coïncider clivage idéologique (libéral/anti-libéral) et politique (Droite/Gauche). Tel est le fondement de la hausse historique de la participation électorale. Telle est la raison de l'instrumentalisation des votes de gauche en dépit de son évanescence politique. Éloignée de l'appareil d'État, elle s'indexe rhétoriquement sur les demandes sociales de la Nation.

Au total, il n'y a pas tant deux gauches que les moments où la gauche est dans les institutions étatiques et les moments où elle ne l'est pas. Car c'est bien

l'État, sa nature et son rôle actuel au sein de la Nation, qui est en dernière instance le point de blocage de la situation.

De la nature de la relation entre l'État et la Nation

La question sur laquelle bute la gauche de transformation sociale provient de ce qu'il n'y a pas de solution de continuité entre représentations idéologiques majoritaires anti-libérales et anti-capitalisme. Cette rupture renvoie à un problème objectif au-delà de la gauche, pour le pays et la démocratie. Il faut, pour la penser, à la fois poser la question sociale, de la nature de l'État et de la Nation. Or pour des raisons politiques et culturelles, il n'est pas fréquent de poser les trois dimensions dans le même mouvement au sein des familles de gauche. Un retour historique est, de ce point de vue, fécond pour rendre compte de la racine de la période actuelle.

Dans la périodisation des XIX^e et XX^e siècles, revenons ainsi sur le fondement de l'État et des rapports de classes au sein de la Nation. Il est marqué, de la Révolution à la fin du XIX^e, par le fait que les bourgeois républicains font la Révolution avec le peuple et les ouvriers pour la stabiliser, ensuite contre eux et ce jusqu'à la Commune de Paris. Cela entretient une opposition franche du peuple à l'égard de l'État et une défiance à l'égard de la politique qui nourrit l'anarcho-syndicalisme et un haut niveau de conscience de classe.

De la fin du XIX^e aux années 1970-1980, les socialistes, avec la pression du mouvement ouvrier, intègrent la question sociale – les droits créances de Jaurès – au sein du logiciel étatique-républicain par le haut et la loi. Puis le communisme politique et municipal comme l'action syndicale de ses militants au sein de la CGT articulent utopie révolutionnaire et avancées économiques et sociales ici et maintenant. Le compromis historique implicite entre les classes s'effectue cahin-caha au travers de l'État : « la prospérité pour le plus grand nombre contre la paix sociale ». Cela permet à tous de s'y retrouver objectivement et de cultiver chacun son jardin, identitaire et idéologique. Question sociale intégrée dans la République (l'égalité formelle du vote corrigeant tendanciellement les inégalités sociales) et communisme font refluer l'anarcho-syndicalisme.

La capacité du capitalisme de se civiliser sous la contrainte de ses ennemis est « vertueuse » pour la classe ouvrière et la viabilité du système. Ainsi le capitalisme managérial montre une grande capacité d'intégration des revendications de droits sociaux, d'avancées matérielles et de l'individualisation. Cela a assuré, en retour, des mécanismes économiques contra-cycliques durant les « trente glorieuses » et permis la victoire sur le socialisme réellement existant. Jamais une civilisation n'aura accumulé, comme dans les démocraties capitalistes occidentales, un tel développement de savoir, de savoir-faire et de promesse d'épanouissement personnel.

Mais depuis trois décennies, et de façon accrue depuis 15 ans, la nouveauté radicale, qui nécessite de penser la Nation « et » l'État, est que ce dernier ne stabilise plus les compromis socio-politiques entre classes sociales au sein de la Nation. La cohérence développement économique/cohésion sociale/démocratie se rompt. L'idée de progrès est interrogée, la promesse s'émousse. Le stade actuel du capitalisme financier et globalisé, la fin de l'ennemi communiste rendent la construction État-nation anachronique. La constitution sociale État-nation devient même un obstacle pour le libre déploiement du capitalisme patrimonial. Sous justification européenne et encadrement monétaire Bruxellois, les États accompagnent la dérégulation libérale. Aujourd'hui, l'État ne réprime plus, n'empêche pas... il se retire.

La souveraineté nationale, que le salariat emplit, réclame alors la préservation du contrat social, des droits, de l'égalité sociale. Le marché qui semblait, face au totalitarisme, garant et moteur de la démocratie, la remet aujourd'hui en cause. Cette contradiction entre marché et démocratie est le fondement des déchirements intellectuels entre héritiers d'Aron et de Furet. Certains parmi eux, qui font retour vers la République, en esquivant le fondement social de celle-ci, se concentrent sur « son esprit ». Cette religiosité républicaine les porte vers la nostalgie, la morale et pour certains le conservatisme. Ils reviennent alors à leur point de départ libéral en épousant la scission entre un État régalien et ses normes morales qui doivent se renforcer à mesure que l'État social redistributeur s'éloigne. L'incantation à la République devient alors pour eux le soupir de l'âme d'un monde marchand sans âme. Sortir de l'aliénation marchande nécessite plutôt de refonder un nouveau contrat social républicain.

Face au marché, subjectivement, le « citoyen », la revendication de l'égalité des droits sociaux reviennent alors que leurs conditions objectives et le contrat social s'éloignent. La « conscience de classe pour soi » de la classe ouvrière – aujourd'hui du salariat – a décliné et ne réapparaît pas, alors qu'inégalités et précarités croissent. Ce paradoxe apparent provient de ce que durant des décennies, l'État républicain a servi d'interface entre classes dont les représentants se disputaient l'intérêt général pour établir les compromis socio-économiques par le politique, au travers du bulletin de vote, au sein de l'État par la loi, les politiques publiques et la redistribution sociale. À l'heure de la dérégulation, du retrait de l'État, c'est la Nation entière qui réclame son retour depuis une décennie. La demande d'État est majoritaire dans le pays, non seulement en matière régaliennne mais aussi sociale et économique. Cette demande du retour du contrat social se fait d'abord sur son principe avant son contenu. Tel est le fondement des phénomènes de « grève par procuration » de l'opinion à l'égard des mouvements sociaux adressés aux gouvernants depuis une décennie⁴. Tel est le rappel du pays aux gouvernants lors des régionales de

2004, face à l'alliance d'un capitalisme patrimonial qui a le monde comme marché et de hauts fonctionnaires suivis par Bercy qui pilotent le retrait de l'État encadré par Bruxelles. Les institutions européennes sont pour les États un « airbag » face aux demandes sociales exponentielles des Nations. Les politiques monétaires et budgétaires de Bruxelles font office de pilote automatique de remise en cause des différents compromis sociaux nationaux.

Externalisé hors de la Nation, l'intérêt général, qui réiffait de façon dynamique les compromis entre classes, éloigne l'État des contraintes et responsabilités antérieures d'assumer les principes et les faits, les fins et les moyens, le souhaitable et le possible. Le citoyen critique les institutions, mais on souhaite le retour de la République ou plus précisément de ses missions, valeurs et moyens. La nature du « néo-anarcho-syndicalisme » émergeant au milieu des années 1990 tient à ce que l'État sous logique bruxelloise incarne de moins en moins la République et ses compromis sociaux. On n'aime pas la politique, car ceux qui sont chargés d'en faire n'en font plus. Face aux demandes sociales de la Nation, les gouvernants s'adosent au possible concédé par Bruxelles, les politiques monétaires et budgétaires européennes indexées sur les marchés internationaux, pour faire du souhaitable une variable de pure adaptation. L'Euro est l'expression monétaire de la déconnexion de la variable monétaire des compromis sociaux au sein de chaque Nation. Logiquement la monnaie unique est devenue la priorité économique de l'Europe garantie par la Banque centrale européenne indépendante des gouvernements, et donc des compromis sociaux au sein des Nations. La convergence des nations européennes vers la priorité à la croissance et à l'emploi a son garde-fou institutionnel, budgétaire et monétaire. Tel est le fondement de la crise européenne de la démocratie qui s'exprime électoralement soit par l'abstention, soit par le vote sanction, le populisme ou l'extrême droite.

Ruse de l'Histoire : les citoyens attendaient de l'Europe le prolongement et le renforcement des valeurs et des compromis sociaux de leurs nations... les institutions européennes se révèlent être leur contournement politique et leur remise en cause sociale. Ruse de l'Histoire : l'État, les institutions de la 5^e république conçues à l'origine pour moderniser la bourgeoisie et les rapports sociaux par l'autonomisation du politique des marchandages sociaux immédiats au Parlement, délégués à la technocratie, se révèlent efficaces aujourd'hui pour s'éloigner des demandes et des contradictions nationales. Mais autrefois au service de l'intérêt général – des compromis socio-politiques entre classes au sein de la Nation sous la direction effective d'une catégorie sociale dominante encadrée par l'idéologie qu'elle a construite –, la haute fonction publique est aujourd'hui au service de son externalisation hors de la Nation⁵. D'où l'esquive de la part de l'État et des catégories sociales autrefois

dominantes, aujourd'hui uniquement privilégiées, du souhaitable via la gestion du pays par les moyens. Détenant le monopole apparent du possible, les gouvernants esquivent le souhaitable là où les citoyens attendent, avant d'explorer la question des moyens, de se mettre d'accord sur celle des fins. Les gouvernés n'ont le plus souvent face à eux qu'un discours de déresponsabilisation économique et sociale de l'État, de renoncement à porter l'intérêt général, et de justification du cours des choses non plus sur le fait que cela soit le « meilleur » mais le « seul » « possible ». Toutefois les citoyens refusent que les gouvernements se transforment en gardiens de phare de la mondialisation et des marchés financiers. C'est ce refus qui s'exprime au travers de l'arme électorale, des soutiens effectifs ou d'opinion aux mouvements sociaux et alter-mondialistes.

L'équivoque entretenue sur les « réformes » entre gouvernants et gouvernés illustre l'inversion démocratique actuelle qui veut que cela soit la Nation qui porte l'intérêt général et les catégories sociales dominantes et l'appareil d'État qui l'esquive. Les gouvernants appellent le plus souvent « réforme » économique et sociale : le retrait de l'État, là où les citoyens entendent moderniser pour pérenniser. Pour les gouvernants, la « réforme » est devenue un but alors qu'elle est un moyen pour le pays. À la tête de l'appareil d'État la question centrale est : « comment ? », quand le pays attend d'abord la réponse au « pourquoi ? ». L'anti-libéralisme majoritaire dans le pays depuis une décennie a un fondement économique, social, qui entraîne des ruptures démocratiques et dorénavant culturelles entre gouvernants et gouvernés.

De l'anti-libéralisme à l'anti-capitalisme ?

La « radicalité » de la période, qui explique les difficultés subjectives dans le pays quant au passage de « l'anti-libéralisme idéologique » à « l'anti-capitalisme politique », peut être restituée par rapport à ce que je viens d'évoquer au sein de la contradiction connue entre « forces de production » et « rapports de production ».

Le salariat représente bien, comme attendu par Marx, les intérêts de la société toute entière... en France et en Europe. Mais ce qui semble retenir le développement des forces productives, qui s'effectue par un phénomène d'internationalisation du capital, ce sont les rapports sociaux, leurs compromis par la démocratie – en France : la République – au sein des Nations auxquelles s'arc-boutent les salariés... Le stade actuel du capitalisme pour sécuriser les rendements des ressources rares patrimoniales au sein des marchés financiers a besoin d'insécuriser les sphères économiques et sociales. Cela passe par la remise en cause des anciens compromis entre le capital et le travail, à haut niveau pour les salariés et ayant-droit, que les États-nations réifiaient. La

dynamique de remise en cause des rapports de production, de l'« État social », est activée par une alliance entre haute fonction publique nationale, technocratie bruxelloise et capitalistes patrimoniaux qui poussent à la dérégulation étatique et sociale au service du développement international des forces productives.

Ainsi jamais, comme après le rappel anti-libéral de la Nation lors des régionales de 2004, ne sera apparue au sein du sommet de l'État de façon aussi spectaculaire la géographie de pôles ministériels exprimant la nouvelle contradiction entre demande sociale de la Nation, d'une part, et retrait de l'État, d'autre part. Pour les demandes sociales de la Nation les grands ministères sociaux (Emploi : J.-L. Borloo, Santé : P. Douste-Blazy, Éducation : F. Fillon, Culture...), pour la dérégulation étatique : Bercy (N. Sarkozy). À l'Élysée, Jacques Chirac fait figure de Bonaparte à cheval entre les injonctions sociales de la Nation et un instrument étatique libéral qui tend à se dérober à ses obligations nationales. Cette contradiction entre les fins et les moyens explique son évanescence nationale apparemment paradoxale rapportée à son volontarisme régalien au plan international face à l'unilatéralisme de l'hégémonie américain. À cette contradiction qui traverse le sommet de l'État se superpose un nouveau clivage politico-culturel entre basse fonction publique, qui fait vivre au travers de l'École, de la Santé, des collectivités territoriales la *Res-publica* avec moins de moyens et la référence à des normes souhaitables maintenues, et une haute fonction publique, qui s'éloigne.

Le divorce entre gauche sociale et politique explique la désynchronisation entre cycle idéologique anti-libéral et cycle politique, dont la défaite de la gauche en 2002 fut la plus cruelle illustration pour la Gauche. Les dites « erreurs » de la campagne de Lionel Jospin furent l'expression de la non maîtrise des raisons et des effets des deux temps (volontarisme social/accompagnement libéral) de la gestion par la « Majorité plurielle » de l'appareil d'État. La défaite du 21 avril – et sans doute celle du 2^e tour de la présidentielle s'il avait eu lieu – ne fut en rien l'effet d'un accident ou d'une dégradation de rapports de forces idéologiques dans le pays⁶.

Les moments électoraux et les espaces d'instrumentalisation du vote d'extrême gauche sont indexés sur l'occupation ou non par la gauche d'un appareil d'État au nom des demandes sociales de la Nation, alors que ses représentants enfourchent un cheval de trait de l'État qui s'éloigne du champ national pour esquiver cette même demande sociale. Le sac et le ressac font partie du surf électoral, mais ce qui demeure, c'est la marée descendante de l'efficacité économique et sociale de la démocratie. Au total pour le salariat, dont le rapport social est bien hégémonique au sein de la société, l'enjeu stratégique n'est donc pas tant de poser a priori la question des « deux gauches »,

que de distinguer entre ceux qui aujourd'hui accompagnent à la tête de l'appareil d'État la dérégulation libérale des compromis socio-politiques et ceux qui s'indexent sur les demandes et dynamiques sociales pour réorienter les leviers politiques.

Le libéralisme avec comme mot d'ordre « tout le pouvoir aux marchés » avance dans les faits, alors qu'il perd dans les têtes. Mais les civilisations ne se construisent pas durablement sans, et à fortiori, contre les peuples. Une perspective de civilisation alternative – autre que les ancrages dans le sang, la tribu et l'éternité que sont les communautarismes ethniques, racismes, nationalismes et intégrismes religieux – apparaît. Des pistes se dessinent. Elles répondent de façon empirique au problème de la nouvelle nature des relations entre l'État et la Nation. Elles énoncent comme tâche au sein de la gauche politique et sociale le fait de rompre avec la séparation en deux temps distincts de l'action politique : celui de la « conquête » et celui de « l'exercice du pouvoir ». Il s'agit de remettre la politique institutionnelle sous le contrôle des demandes sociales et de trouver un débouché à ces dernières.

Au sein du syndicalisme et des mouvements sociaux émerge le besoin de sortir du catégoriel et de politiser les demandes sociales. Ainsi, au travers de la sécurisation du salariat⁷, face à la « société du risque » prônée par le MEDEF, et de l'appropriation des finalités du travail⁸, au travers par exemple des débats sur les services publics, le syndicalisme et les mouvements sociaux dessinent des perspectives syndicales pour le salariat.

Parmi les politiques, certains, conscients des impasses antérieures, explorent la représentation électorale des dynamiques sociales et les possibilités d'intervention au sein des institutions.

Au plan international, les mouvements syndical et altermondialiste éprouvent – au-delà d'éclairer les enjeux pour les peuples – le besoin de poser la question de la souveraineté démocratique au sein des instances européennes, internationales dites indépendantes. Il s'agit de remettre les gouvernants sous la pression des peuples et non d'utiliser les procédures d'externalisation des contradictions pour esquiver les demandes sociales⁹. Une voie prometteuse serait de mettre en place une « démocratie de conquête » qui ferait des salariés dans l'entreprise et des citoyens au sein de la Nation le point d'équilibre entre le souhaitable et le possible. Il s'agirait de recourir à leur consultation et orientation majoritaire dans les moments décisifs ; lorsque les représentants dans les lieux de décision sont placés devant une alternative entre, d'une part, les besoins et aspirations pour le moyen et le long terme et, d'autre part, les contraintes de court terme.

Il s'agit de reconquérir l'avenir... de faire prévaloir l'économie sur la finance, le besoin sur la transaction, les moyen et long termes sur le court terme, les fins

sur les moyens, la politique sur la gestion. Les expérimentations actuelles sont balbutiantes, mais elles sont aussi l'expression du fait que les citoyens ont, en une décennie, pris conscience que le cours actuel des choses n'est pas souhaitable et que d'autres possibles émergent. Les leviers se trouvent dans les contradictions entre représentations politiques, demandes sociales et arbitrages économiques. Il faut y travailler, et non les esquiver.

- 1 Voir *Libération* du 26 août 1994, série sur « La crise de la démocratie », interview de S. Rozès.
- 2 Voir S. Rozès, « Cycles économiques, idéologiques et politiques », communication au Colloque d'Espace Marx des 28-29 mai 1999.
- 3 Voir S. Rozès, « Le désenchantement libéral », dans *État de la France*, Paris, La Découverte, 1994.
- 4 Voir *Travail salarié et conflit social*, sous la direction de Michel Vakaloulis, Paris, PUF, 1999 ; en particulier les chapitres de M. Vakaloulis, « La grève par procuration : une appellation problématique » et de S. Rozès, « La grève par procuration à l'égard des mouvements sociaux révèle un nouveau cycle idéologique ».
- 5 Pour une approche théorique de la dialectique qui articulait domination de l'État et du Prince et intégration idéologique des intérêts du plus grand nombre, voir Philippe Corcuff, « De Machiavel au régime d'action machiavélien », communication au VI^e Congrès de l'Association Française de Science Politique, Rennes, 28 septembre-1^{er} octobre 1999.
- 6 Voir S. Rozès, « Les catégories populaires, maillon faible du jospinisme », *Le Figaro*, 22 octobre 1999, ainsi que « Jospin est obligé de réviser sa stratégie », *La Tribune*, 10 avril 2001.
- 7 Voir « Approche économique d'une Sécurité sociale professionnelle », Note économique du Centre d'études économiques et sociales de la CGT, n° 54, novembre 2001.
- 8 Voir Jacques Capdevielle, *Modernité du corporatisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.
- 9 Voir S. Rozès, « Malaises dans la mondialisation », *ContreTemps*, n° 2, septembre 2001.